

TRAVAIL SUR DOCUMENTS (1)

Régis BIGOT, Patricia CROUTTE, Emilie DAUDEY, Sandra HOIBIAN et Jörg MÜLLER

Le bien-être progresse-t-il moins vite que le produit intérieur brut ?

La richesse nationale mesurée à travers le produit intérieur brut a longtemps été le principal étalon de l'évolution du bien-être des populations. De nombreux décideurs publics, économistes ou commentateurs ont, en permanence, les yeux rivés sur les variations du PIB.

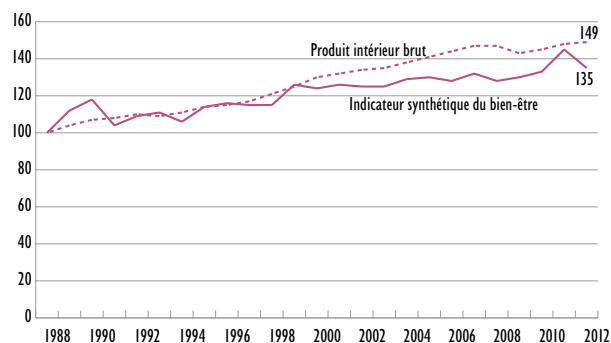
Pourtant, les critiques se multiplient contre cette tentation de réduire à un indicateur économique les multiples dimensions du bien-être des populations. En 2009, la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a fortement encouragé les chercheurs à renouveler leurs approches. Dans cette optique, le CRÉDOC a mobilisé l'historique des données de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », laquelle, depuis le début des années 1980, examine chaque année l'évolution des conditions de vie et des opinions de nos concitoyens.

Il ressort de cette analyse que l'amélioration des conditions de vie matérielles et l'élévation du niveau de qualification observées depuis une trentaine d'années n'ont pas empêché l'enracinement du sentiment d'insécurité sociale et économique, la propagation d'un certain mal-être et l'augmentation des disparités de modes de vie et de perception entre les bas revenus et les hauts revenus. Depuis 25 ans, le bien-être aurait finalement augmenté moins vite que le PIB.

> Décrochage du bien-être depuis le début des années 2000

Selon l'indice synthétique élaboré par le CRÉDOC, le bien-être aurait progressé, depuis 25 ans, à un rythme moins soutenu que celui du produit intérieur brut : +1,3 % par an pour le bien-être, contre +1,7 % par an pour le PIB. Le décrochage aurait eu lieu au début des années 2000 : entre 1988 et 2000, le bien-être aurait progressé de +1,8 % par an, contre +0,7 % par an depuis 2000. Le ralentissement correspond à la période qui suit l'éclatement de la « bulle Internet » et où sont apparus, dans l'opinion, une insatisfaction croissante vis-à-vis du pouvoir d'achat, un enracinement du sentiment de déclassement social, une défiance plus prononcée à l'égard des institutions et une attirance plus marquée pour le radicalisme politique.

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000,
LE BIEN-ÊTRE PROGRESSERAIT MOINS VITE QUE LE PIB
Indice synthétique pondéré du bien-être*, base 100 en 1988



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » et INSEE, comptes nationaux.
* L'indicateur est calculé comme une moyenne pondérée de 11 dimensions (comportant au total 60 variables) tenant compte de la situation financière, du patrimoine, de l'équipement du foyer, des conditions de logement, des loisirs et du temps libre, de la situation professionnelle, de la participation à la vie citoyenne, de l'état de santé ressenti, du lien social, du sentiment de sécurité et du niveau d'éducation.